

ORIENTATIONS MÉTHODOLOGIQUES D'UNE RECHERCHE SUR LE GENRE ET LES ESPACES PUBLICS AU TRAVERS DE L'ANALYSE SOCIO- ANTHROPOLOGIQUE DES MOBILISATIONS POUR LA CAUSE DES FEMMES À LUBUMBASHI (RDCONGO)

Sophie Grenade⁸⁰

1. Introduction

Cette contribution a pour objectif de présenter une expérience de recherche doctorale en cours et de développer l'argument méthodologique adopté pour questionner une problématique générale liée aux études de genre. La problématique centrale de cette recherche porte sur la sociologie des espaces publics en République Démocratique du Congo au travers de l'étude des mobilisations politiques et associatives pour la cause des femmes. Il s'agit d'une étude locale, c'est-à-dire que nous nous intéressons aux configurations des mobilisations au sein d'un contexte urbain particulier, la ville de Lubumbashi, capitale de la province du Katanga, afin de percevoir précisément comment les acteurs s'accordent autour d'une mobilisation, quelles pratiques politiques en découlent, quelles en sont les représentations et quelles sont finalement les configurations des espaces publics relatifs à ces mobilisations au sein du contexte particulier de la ville de Lubumbashi⁸¹. Le choix de cet objet semble

⁸⁰ Assistante et doctorante, Institut des Sciences Humaines et Sociales, Université de Liège

⁸¹ Le choix de cette ville comme terrain d'investigation n'est pas anodin et relève du choix de s'intéresser à une ville qui n'est pas la capitale afin de voir comment, dans une ville qui attire moins les bailleurs de fond et où ils se concentrent moins, les espaces publics relatifs à la cause des femmes peuvent se structurer. En outre, cette ville se situe dans une zone géopolitique intéressante et son histoire industrielle permet d'étudier les questions posées au sein d'un contexte précis et sans doute différent des autres régions de la RDC.

tout à fait opportun pour cerner les différents enjeux et relations s'élaborant entre l'État et les mouvements politiques ou sociaux pour la cause des femmes, notamment parce que nous privilégions une analyse de l'ensemble des catégories d'acteurs, institutionnels ou officieux, internationaux ou locaux, féminins ou mixtes, qui portent la voix des femmes à différents niveaux ou proposent des configurations sociales de soutien ou d'émancipation des femmes et participent, par là, aux espaces publics et aux discussions politiques. Il s'agit de voir comment ces différents niveaux s'articulent entre eux, mais également d'appréhender cette articulation sous l'angle de la constitution de sphères publiques locales et des rapports à l'État. Une telle recherche nécessite plusieurs orientations méthodologiques particulières afin de tenter de cerner les différents enjeux d'une telle problématique sans se fermer à l'une de ses facettes. En outre, il est important de préciser qu'il ne s'agit pas de proposer une analyse de genre qui manquerait son objectif en ne présentant qu'une analyse sociologique d'un objet de recherche « femme », mais bien de produire une analyse *genrée* de la réalité des espaces publics locaux à travers une mobilisation que l'on peut également étudier sous l'angle du genre.

Nous proposons dans un premier temps d'exposer brièvement les problématiques générales autour desquelles cette recherche s'articule en insistant sur l'angle d'approche choisi. Ensuite, dans un second temps, les orientations méthodologiques seront plus largement présentées au travers de l'expérience de cette recherche et, pour cela, nous proposerons de diviser l'argument méthodologique en fonction des deux volets nécessaires à ce type d'enquête, celui de la socio-anthropologie de mobilisations pour la cause des femmes et l'autre, plus général lié aux questionnements méthodologiques d'une étude de genre des espaces publics locaux.

2. Une recherche sur les espaces publics locaux : présentation d'un angle d'approche particulier

L'étude porte, d'une façon générale, sur la constitution et la configuration des espaces publics dans un État décrit comme « fragile » ou « en faillite » (Trefon, 2007), la RDC, à travers l'étude des mobilisations politiques et associatives pour la cause des femmes à Lubumbashi. Le but de cette recherche est de définir précisément les différentes dimensions des espaces publics au niveau local par l'intermédiaire des formes d'énonciation et de pratiques du politique, en posant l'hypothèse de la pluralité de ces sphères

d'expression (Grignon, 1998) et ce, en intégrant la dimension genre à cette étude des sphères publiques. Le concept d'espace public est ici entendu au sens large comme les espaces de discussions orientées vers l'esprit public⁸², concernant le « vivre ensemble », le « bien commun » et la société en générale, dans le contexte socio-politique particulier qu'est celui de la RDC. Il s'agit donc d'appréhender la politique « par le bas » et de saisir la question politique au-delà de l'angle institutionnel. Les « pratiques politiques » ne sont donc pas pensées de façon unidimensionnelle comme l'engagement individuel ou collectif dans la sphère électorale et publique conventionnelle (Le Texier, 2006), mais ce sont précisément les « modes populaires d'action politique » (Bayart, 1992) qui se situent au centre de cette étude.

Afin d'aborder ces questions, nous avons décidé de nous centrer sur un angle d'approche spécifique qui cadrera ces objectifs de recherche sociologique. Il s'agit de l'analyse socio-anthropologique des mobilisations pour la cause des femmes à Lubumbashi, cause que l'on pourrait définir comme toute idée, projet ou action, organisé ou non, politique, associatif ou individuel, orienté directement ou indirectement vers des revendications globalement liées à l'importance de la reconnaissance des femmes en tant qu'actrice de la société. Ce terrain d'étude nous semble tout à fait opportun pour saisir les diverses dimensions, caractéristiques et enjeux inhérents à la constitution des espaces publics en RDC et il nous donne un accès précis au questionnement sur les rapports de genre au sein de ces espaces. En outre, il s'agit d'un angle d'approche qui permet de questionner l'imaginaire politique, la question de la citoyenneté et du rapport quotidien à la politique institutionnalisée. Il permet également de s'intéresser à la question de la constitution et de l'évolution d'un mouvement social et d'un imaginaire social engageant le débat politique et public au quotidien.

La théorisation du concept de « contre publics subalternes » élaborée par Nancy Fraser nous semble tout à fait opportune pour appréhender les diverses dimensions de ces mobilisations en lien avec la question de l'espace public. Elle propose en effet de s'intéresser aux *contre publics subalternes* en tant qu'arènes discursives parallèles de constitution de la société. Partant de la définition de l'espace public tel que conceptualisé au départ par Habermas dans *L'Espace public* (1992), elle dénonce son caractère élitiste et propose alors de considérer d'autres acteurs (dont les femmes, habituellement exclues des

⁸² « Public-spirited way of talking » (Eliasoph, 1998).

sphères publiques) et l'existence d'une multiplicité de sphères publiques, en les définissant comme des « contre-publics subalternes », « dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, ce qui leur permet de fournir leur propre interprétation de leurs identités, de leurs intérêts et de leurs besoins » (Fraser, 2003, p. 119). Cette conception nous semble importante pour aborder le terrain d'étude.

En suivant la question que nous avons énoncée au départ, à savoir celle de la constitution et de la configuration des espaces publics locaux à travers l'analyse des mouvements politiques et associatifs pour la cause des femmes, notre travail se divisera en deux parties centrales, celle de l'espace public au féminin, qui reprendra une analyse de genre des espaces publics (quels rapports sociaux de sexe s'y jouent, comment les femmes dépassent les obstacles de ces espaces traditionnellement masculins, quels sont les niveaux de participation des femmes, quelles relations de pouvoir, etc.) et celle de l'analyse socio-anthropologique des mobilisations pour la cause des femmes, en partant du postulat que les organisations de femmes (ou *pour* les femmes) permettent de percevoir un certain mode de participation des femmes à la vie publique et politique. L'étude du champ des mobilisations nous permet de cerner toute une série d'acteurs et de découvrir quels enjeux, stratégies et rapports ils entretiennent les uns avec les autres autour de la définition d'une cause et des actions et activités menées en sa faveur.

3. Une expérience de recherche : description des orientations méthodologiques

Cette expérience de recherche, en cours rappelons-le, nécessite des orientations méthodologiques particulières. Globalement, les différentes méthodologies utilisées se déclinent selon deux volets, celui de l'analyse socio-anthropologique des mobilisations pour la cause des femmes d'une part, et celui du genre et des espaces publics d'autre part. Nous allons détailler les techniques utilisées pour chaque volet.

3.1. Mobilisations politiques et associatives pour la cause des femmes à Lubumbashi : analyse d'une mobilisation locale

Concernant l'analyse des mobilisations pour la cause des femmes, nous empruntons à Laure Bereni (2007) son concept *d'espace de la cause des femmes* qu'elle définit de la sorte : « l'ensemble des collectifs [...] qui luttent au nom des femmes et pour les femmes, quels que soient les termes de la lutte et la sphère dans laquelle elle se déploie » (*ibid.*, p. 23). Ce concept nous permet de considérer tous les acteurs du champ des mobilisations, qu'ils soient institutionnels, internationaux, associatifs ou individuels.

Cette partie de l'enquête se décline méthodologiquement en quatre moments qui nous permettent d'approcher cet espace de la cause des femmes, d'en identifier les acteurs, leurs influences et actions réciproques ainsi que leurs définitions de la cause.

Enquête exploratoire et identification de catégories d'acteurs

Comme dans la plupart des études socio-anthropologiques, il est important d'effectuer le plus rapidement possible une première enquête exploratoire sur le terrain afin de tester la validité des questions de départ et des hypothèses sous-jacentes. Un premier voyage exploratoire ainsi qu'une étude approfondie du contexte local ont permis d'identifier différentes catégories d'acteurs impliqués dans l'arène des mouvements politiques et associatifs pour la cause des femmes à Lubumbashi. Lors de cette phase d'enquête, des entretiens exploratoires ont été menés avec des acteurs de ces différentes catégories selon un guide d'entretien très large concernant la place de la femme en RDC ainsi que la perception des différentes structures œuvrant pour sa promotion.

Cette enquête a permis l'identification de trois catégories générales d'acteurs, chacune regroupant également des sous-catégories d'acteurs spécifiques. Il y a tout d'abord le noyau des mobilisations, il s'agit de tous les groupes, formels (c'est-à-dire reconnus par l'Etat) ou non, qui, quelque soit le but de leur création, peuvent être considérés comme actifs dans la cause des femmes. Cette catégorie d'acteurs est dès lors pour le moins hétérogène et regroupe des tendances très différentes au niveau des aspirations et objectifs : groupements féminins de convivialité ou de solidarité, associations de femmes et associations mixtes engagées directement dans la cause des

femmes, réseaux et fédérations des associations féminines, etc. Ensuite, nous considérons également le champ international comme catégorie d'acteurs des mobilisations en ce sens que les différents acteurs le composant (ONG internationales de développement, agences de coopération bilatérale et institutions internationales de développement, mais aussi mouvements sociaux transnationaux et plus particulièrement ceux de femmes et féministes) agissent, influencent et contribuent à la définition des mobilisations en partenariat avec les associations locales et l'État. Les institutions étatiques constituent à ce propos la troisième catégorie d'acteurs qu'il faut prendre en considération dans le champ des mobilisations. En effet, depuis les années 1980 et les recommandations des Nations Unies à créer des mécanismes institutionnels chargés de l'égalité homme-femme, on a vu émerger dans une majorité des pays d'Afrique des structures institutionnelles chargées des questions de genre et de promotion de la femme. Actuellement, différentes institutions s'occupent principalement de ces questions et, à Lubumbashi, deux structures institutionnelles principales s'en chargent (le Ministère provincial de l'éducation, condition féminine et famille, environnement et tourisme et la Division provinciale de la condition féminine et famille).

Entretiens qualitatifs auprès des acteurs identifiés

La deuxième phase de l'enquête a consisté en la réalisation d'une quarantaine d'entretiens qualitatifs qui ont été menés auprès des acteurs des catégories et sous-catégories identifiées préalablement. Il s'agissait d'acteurs qui avaient des positions différentes au sein de ces catégories (président(e)s d'association autant que membres, dirigeant(e)s politiques, fonctionnaires de la *gender machinery*, travailleur(se)s de la coopération internationale,...). Le choix de ces acteurs s'est réalisé en fonction des opportunités et de l'effet « boule de neige » ainsi que de la volonté d'interviewer chaque type d'acteur de chaque catégorie.

Des entretiens ont également été réalisés au-delà des catégories identifiées et orientés vers d'autres acteurs moins directement liés au champ, mais directement investis dans la question de la place des femmes en RDC (chefs coutumiers, prêtres et pasteurs, professeurs d'université,...).

En ce qui concerne le guide d'entretien, celui-ci était très ouvert afin de favoriser un entretien proche de la discussion *informelle* afin de percevoir au mieux les différentes dimensions des questions qui nous intéressent pour

cette recherche (et d'éviter au mieux le *biais* « *bailleur de fond*⁸³ »). Il s'agissait de questions de type informatives, mais également de type subjectives afin de percevoir les représentations et valeurs des acteurs du champ. En général, ces entretiens tournaient autour de cinq thématiques : statut de la femme en RDC (et à Lubumbashi en particulier), association/réseau (ou structure internationale ou institutionnelle) en tant que tel (histoire, activités, membres, financement,...), rapport aux autres (institutionnel international, institutionnel étatique et société civile, bénéficiaires), vision du mouvement et parcours de vie de l'acteur.

Les entretiens étaient le plus souvent individuels et réalisés sur le lieu de l'association ou de la structure étudiée, mais parfois avaient également lieu chez nous, au café ou au domicile de la personne. Les discussions avaient, dans la plupart des cas, lieu en français (ou nous recourions aux services d'un interprète, ou utilisions nos maigres connaissances de swahili). Dans le futur sera également réalisée une enquête plus élargie (touchant de nouveaux acteurs) sur les associations locales avec des enquêtrices lushoises qui réaliseront des entretiens selon un guide qui leur sera fourni.

Observations

La méthodologie utilisée pour la description du champ recourt également à la technique de l'observation de réunions, de séminaires et de formations données dans le cadre des activités des associations ou réseaux de femmes parce que nous considérons que ce sont là que nous avons accès à la cristallisation des imaginaires liées à la mobilisation ou au genre de façon globale et où sont perceptibles les réappropriations dont font l'objet les concepts et définitions liées à la mobilisation (*empowerment*, genre, *leadership*, etc.). Nous avons également participé à des séminaires de sensibilisation organisés par des structures de coopération internationale afin de percevoir les interactions avec les associations locales. L'enquête est en cours et nous avons prévu la réalisation d'un stage auprès d'une structure spécifique (réseau d'associations) ; l'accent de cette partie de l'enquête sera mis sur l'observation

⁸³ Une chercheuse montrant de l'intérêt au mouvement est parfois assimilée comme membre d'une structure internationale potentiellement bailleuse de fond ou en tout cas, un relais potentiel vers l'extérieur et l'international qui leur permettrait éventuellement de se faire connaître au-delà.

participante de la préparation et de la réalisation des activités durant le mois de la femme (mars). Cette partie de l'enquête sera nécessaire pour mieux comprendre, au-delà des discours, comment se structure le champ.

3.2. Genre et espaces publics

Au-delà de cette analyse socio-anthropologique des mobilisations pour la cause des femmes, cette recherche s'intéresse plus globalement aux questions d'espaces publics, de leurs configurations et constitutions, mais aussi aux rapports de genre inhérents à ceux-ci. Cette enquête se base donc également sur l'étude de la place des femmes dans les sphères publiques (locales et internationales) afin de percevoir comment elles émergent, construisent et interviennent dans certains espaces publics (institutionnalisés ou non). Pour cette investigation, nous proposons trois méthodes complémentaires qui permettent d'aborder plusieurs dimensions liées à ces questions. Méthodologiquement, cette partie se base donc sur trois techniques principales.

Observation de la vie publique locale

La première démarche consiste en l'observation globale des espaces publics locaux et de la vie publique et politique locale. Il s'agit de voir comment la justice, les médias et les assemblées politiques, notamment, traitent la question du genre et des femmes en particulier à travers la mise en récit de certains faits ou de certaines anecdotes en lien avec ces thématiques. Il est en effet tout à fait intéressant, par exemple, de voir comment un procès lié aux violences faites aux femmes est traité dans la presse locale ou comment la nomination d'une femme à la tête d'un ministère est appréhendée par les médias ; ceci permet de connaître le contexte au sein duquel se déploient les mobilisations. En outre, même si l'impact est différent, il est également intéressant d'approcher le domaine artistique et notamment les films et fictions réalisés par rapport à cette thématique du genre. Même si ces pratiques artistiques sont encore minoritaires à Lubumbashi, quelques personnes s'impliquent néanmoins dans ce domaine et bénéficient d'une certaine reconnaissance, limitée certes, mais qui témoigne de la prise en compte et de l'importance de ces thématiques et de ces débats liés au genre dans la vie quotidienne. Nous avons notamment eu l'occasion de rencontrer une jeune réalisatrice qui a monté un film sur la « vie sociale de jeunes filles congolaises » et qui explique l'utilité de la

caméra en tant qu'outil permettant de faire connaître la réalité de ces femmes. Il est donc nécessaire de voir à différents niveaux quels sont les débats et représentations liées à la thématique de l'émergence ou de la consolidation du statut des femmes et des rapports de genre dans les espaces publics.

Récits de vie et étude des parcours biographiques des « femmes leaders »

Pour aborder les questions de cette recherche, les récits de vie de certaines femmes que l'on peut considérer comme *leader* à différents points de vue sont également privilégiés⁸⁴. Il s'agit de voir, au travers de leur parcours biographique, comment elles ont pu s'imposer ou bénéficier d'une certaine légitimité dans une société *a priori* considérée comme patriarcale et favorisant surtout les parcours masculins. Les femmes leaders avec qui nous réalisons des récits de vie viennent de différents champs et il nous semble important de ne pas se centrer seulement sur les femmes de la société civile, mais également sur des femmes chefs d'entreprise, des femmes politiques, des femmes qui ont une place importante dans le domaine religieux (femmes pasteurs par exemple) ou encore des femmes artistes afin de comprendre les différents obstacles, contournements et stratégies auxquels elles ont eu à faire face.

Travail historique sur la place des femmes dans les sphères publiques

Enfin, un travail historique sur l'histoire des femmes dans les sphères publiques et sur l'histoire des mobilisations pour la cause des femmes en RDC permettra de réaliser une mise en contexte sociopolitique importante pour comprendre ses évolutions. Nous nous intéressons aux différentes périodes historiques de la RDC en ciblant les événements majeurs et les éléments socio-historiques directement liés aux questions concernant ce travail : la période précoloniale, coloniale et celle de la décolonisation (émergence des premières tontines et associations de femmes coloniales, syndicalisme et soutien aux femmes travailleuses), l'ère mobutiste (premières prises en compte des injonctions des agences de coopération internationales par rapport à la promotion de la femme, émergence d'une rhétorique de l'égalité femme-homme et de la parité

⁸⁴ Sans que des critères précis permettent de les sélectionner, nous avons choisi ces interlocutrices sur base de leur perception par d'autres acteurs du champ en tant que « femme leader ».

au sein de la politique congolaise, effondrement des grandes industries), et enfin, la période actuelle (« question féminine » à travers la mise en place de la démocratie). Pour ce faire, un travail sur certaines archives et sur des travaux historiques sera réalisé. Mais nous désirons également utiliser la technique des parcours de vie de certaines femmes ayant participé à ces différents moments afin qu'elles nous expliquent leurs mémoires sur ces moments clés de l'engagement des femmes.

4. Conclusions

L'objectif de cette contribution était de donner un éclairage méthodologique sur une recherche traitant de la question du genre dans un contexte politique particulier. Cette recherche est en cours de réalisation et il s'agit donc d'expérimenter une méthodologie qui évolue nécessairement au fil du temps. Le défi est également de mettre à l'épreuve d'un autre contexte des concepts théoriques forgés à partir des sociétés occidentales, de les tester et de les adapter ou transformer ; ceci n'est pas une chose simple et évidente et nécessite donc une distance critique importante du chercheur-e par rapport aux acquis théoriques, mais aussi par rapport au terrain étudié. Nous pouvons néanmoins retenir certains points positifs qu'une recherche doctorale permet. Tout d'abord, cette recherche s'inscrit dans le long terme (4 ans) et nous permet de retourner plusieurs fois sur le terrain ce qui semble tout à fait nécessaire afin de poser une analyse sociologique pertinente sur les questions étudiées ; cela permet en effet au chercheur-e de revenir sur le terrain avec de nouvelles questions suite aux premières analyses de résultats et de constituer au fur et à mesure une recherche cohérente abordant toutes les facettes de la problématique. Ensuite, nous privilégions une approche qualitative ce qui permet une implication importante localement afin de percevoir comment la problématique se constitue et se décline à ce niveau. Nous avons décidé de ne nous centrer que sur le contexte lushois et pas sur l'entièreté de la RDC afin de percevoir l'importance du contexte dans la constitution des espaces publics et de produire une analyse qualitative des enjeux s'y liant. Enfin, une recherche doctorale permet une investigation théorique importante autorisant éventuellement l'évolution de la recherche vers de nouvelles conceptualisations permettant de cadrer l'analyse des résultats et de produire de nouveaux questionnements.

Mais les avantages qu'une telle recherche présente ne doivent pas occulter les limites inhérentes à ce travail. Ils s'agit en effet d'un travail presque exclusivement individuel ne donnant malheureusement pas beaucoup d'occasions de travail en équipe qui permettrait bien sûr un travail plus abouti et bien plus riche. Ensuite, même si les allers-retours avec le terrain sont possibles, le terrain de longue durée ne l'est pas ; or il paraît essentiel afin de percevoir les réalités d'un contexte différent et l'intérêt montré envers les mobilisations étudiées n'apparaît alors, du point de vue des acteurs, que très ponctuelle.

En outre, en guise de conclusion, nous aimerions souligner combien est stimulante une recherche sur les mobilisations pour la cause des femmes dans ce contexte et plus largement l'étude de genre des espaces publics non institutionnalisés, encore assez peu investiguée sur les terrains africains. Cette recherche va donc bien au-delà de la production de la thèse et l'objectif est bien de montrer et faire connaître le dynamisme extrêmement important des femmes lushoises ; ceci nous permet également de réfléchir aux pratiques de développement élaborées au Nord et parfois trop lointaines, selon elles, de leurs réalités quotidiennes et ne respectant pas toujours leur travail. Nous espérons donc, au terme de la finalisation de ce travail, pouvoir proposer des synergies possibles entre cette recherche et d'éventuelles coopérations et collaborations avec ces mouvements lushois pour la cause des femmes.

5. Bibliographie

Bayart, J.-F. (1992), « La revanche des sociétés africaines », in Bayart, J.-F. (éd.), *La politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Karthala, Paris, pp. 65-106.

Bereni, L. (2007) *De la cause à la loi. Les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000)*, Doctoraalproefschrift in de Politieke Wetenschappen, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris.

Eliasoph, N. (1998), *Avoiding Politics. How American produce apathy in everyday life*, Cambridge University Press, Cambridge.

Fraser, N. (2003) « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante », in Renaud, E. et Sintomer, Y. (eds), *Où en est la théorie critique ?*, La Découverte, coll. Recherches, Paris, pp. 103-134.

Grignon, F. (1998), « Espace public, démocratisation et imaginaires politiques. Remarques théoriques et méthodologiques à propos d'une recherche sur le Kenya », in Martin, D.-C. (éd.), *Nouveaux langages du politique en Afrique Orientale*, Karthala, Paris, pp. 15-28.

Habermas, J. (1992, 1^{ère} éd. 1962), *L'espace public*, Payot, Paris.

Le Texier, E. (2006), *Quand les exclus font de la politique. Le Barrio mexicain de San Diego, Californie*, Presses de Sciences Po, Paris.

Trefon, T. (2007), *Parcours administratifs dans un État en faillite. Récits populaires de Lubumbashi*, L'Harmattan, Paris.